

AR 2026 / 25

AR 2026 / 25

**POLICE DE LA CIRCULATION****POLICE DU STATIONNEMENT****EXTRAIT DU REGISTRE DES  
ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT****EXTRAIT DU REGISTRE DES  
ARRÊTÉS DU MAIRE**

**OBJET : Réglementation de la circulation et du stationnement au droit de la  
avenue de la liberté**

Monsieur le PRÉSIDENT de la Métropole de Lyon,  
Monsieur le MAIRE de la Commune de GRIGNY,-SUR-RHONE

Vu :

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3642-2, ses articles L.2213-2-2°, L.2213-2-3°, L.2213-3, L.2213-3-1, L.2213-6 relatifs au pouvoir de police de stationnement du Maire ainsi que ses articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1er, L.2213-5 et L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole de Lyon,
- le Code de la Route, et notamment son article R417-10,
- le Code de la Voirie Routière,
- le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,
- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en Conseil métropolitain du 6 mars 2017,
- l'arrêté de la Métropole de Lyon N° 2020-07-16-R-0574 du 16 juillet 2020 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la Voirie et Mobilités Actives,
- les règlements de voirie applicables aux voies situées sur la commune de Grigny,
- l'avis de la Métropole de Lyon pour ce qui concerne les dispositions en matière de stationnement,
- la demande de l'entreprise MTP sollicitant une autorisation de voirie,
- l'avis technique de la Métropole de Lyon en date du 26/02/2026,

Considérant que la section est en agglomération,  
Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin que l'entreprise MTP puisse effectuer des travaux de terrassement,

**ARRÊTENT**

**ARTICLE 1** : L'entreprise MTP est autorisée à effectuer des travaux de terrassement vidéo au droit de l'avenue de la liberté.

La circulation pourra être gérée par alternat avec Feux tricolores au droit du chantier.

Les chaussées seront rétrécies et la vitesse limitée à 30 km/h pendant toute la durée du présent arrêté au droit du chantier.

**ARTICLE 2** : Le stationnement sera interdit au droit du chantier.

**ARTICLE 3** : Ces dispositions seront mises en place **du 2 Mars au 3 Mars 2026 de 8h à 17h.**

**ARTICLE 4** : La signalisation découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par l'entreprise MTP qui sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**ARTICLE 5** : L'entreprise MTP prendra toutes les mesures nécessaires pour que l'accès aux propriétés riveraines et aux moyens de secours de la rue soit et demeure toujours accessible.

La sécurité des piétons valides ou à mobilité réduite, des cyclistes et des automobilistes sera assurée en permanence conformément à la réglementation en vigueur.

A cette fin le pétitionnaire s'appuiera notamment sur les préconisations du Guide technique du passage des modes doux pendant chantier annexé au règlement de voirie de la Métropole de Lyon.

Le pétitionnaire devra se conformer aux obligations qui s'imposent à lui notamment du fait du règlement de voirie applicable, et des prescriptions ci-dessous.

Les trottoirs et la chaussée seront remis dans leur état d'origine et le domaine public, dans et aux abords des activités, devra rester propre pendant toute la durée de celles-ci. Aucun dépôt de matériaux ne sera toléré et l'écoulement des eaux de la voie devra être continuellement préservé.

Il est en outre formellement interdit de rejeter tout résidu ou déblai de chantier dans les égouts, de supporter des installations même temporaires sur les arbres, la signalisation, le mobilier urbain ou l'éclairage public.

**ARTICLE 6** : Ces dispositions d'exploitation de la voirie cesseront à la fin effective du chantier par la levée de la signalisation.

**ARTICLE 7** : Cet arrêté devra être affiché sur des panneaux au droit du chantier pendant toute sa durée, de manière à être vu par tout agent habilité à vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

De plus, il devra être affiché, par le permissionnaire, de manière à être vu par tout agent habilité à vérifier le respect des prescriptions de la permission, sur des panneaux d'interdiction de stationner, au droit des emplacements de stationnement qui devront être neutralisés. L'affichage sur les panneaux d'interdiction de stationnement devra être mis en place **2 jours avant le début de la neutralisation des places concernées et durant toute la durée de leur neutralisation.**

**ARTICLE 8** : L'autorisation accordée sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le permissionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées.

**ARTICLE 9** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- MTP, ZI de l'Abbaye, Avenue Georges et Louis Frèrejean - 38780 PONT-EVEQUE ;
- Monsieur le Commandant de Police, commissariat de police de Givors, rue Pierre Sépard - 69700 GIVORS ;
- Monsieur le Chef de poste de la Police Municipale de GRIGNY-SUR-RHONE ;
- Monsieur le Chef de Corps des sapeurs pompiers, Avenue du Professeur Fleming - 69700 GIVORS ;

- Métropole Only Moov - 20 rue du Lac - 69399 LYON cedex 03 ;
- Métropole de Lyon, Direction de la voirie - service VTPS - 20 rue du Lac - 69399 LYON cedex 03.

## Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Grigny, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Grigny, le 26/02/2026

Xavier ODO,  
Maire.



A Lyon, le 26/02/2026  
Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon  
Vice-Président délégué à la voirie et aux  
mobilités actives